



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°11

LA COMMISSION EUROPÉENNE

Instituée par le Traité de Rome de 1957, la Commission européenne est une des institutions de l'Union européenne ; c'est un organe indépendant des États doté de pouvoirs importants. Elle représente et défend les intérêts de l'Union dans son ensemble, présente des propositions législatives et veille à la bonne application des directives communautaires. Son siège est à Bruxelles.

La composition de la Commission européenne

Depuis le 1^{er} novembre 2004, la Commission européenne compte un commissaire par État membre, soit actuellement 28 commissaires. Parmi eux se trouvent le président de la Commission, le 1^{er} vice-président (qui est aussi le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité) et 26 membres en charge d'un portefeuille particulier : l'agriculture, le commerce, la politique régionale, le climat...

Le traité de Lisbonne prévoit une réduction du nombre de commissaires aux deux tiers du nombre des États membres (soit 18 commissaires si l'on compte 28 membres) à partir de novembre 2014, mais cette réforme est suspendue à l'accord de l'Irlande, qui a rejeté le traité de Lisbonne lors d'un référendum en juin 2008.

La durée du mandat de la Commission est de cinq ans depuis l'adoption du traité de Maastricht, ce qui lui permet de coïncider avec la durée de législature du Parlement européen. Et la raison est simple : la Commission est responsable devant le Parlement européen, qui peut adopter une motion de censure contraignant les commissaires à abandonner collectivement leurs fonctions.

Le statut de commissaire européen

Chaque État propose un commissaire au président de la Commission, qui soumet ensuite la composition de la Commission au Conseil européen puis au Parlement européen. Mais bien que chaque commissaire soit proposé par un État membre, aucun d'eux ne représente son État d'origine :

ils doivent œuvrer dans pour l'intérêt général de l'Europe et non pour l'intérêt particulier d'un Etat. Chaque membre doit ensuite prêter serment devant la Cour de justice de l'Union européenne.

Une fois entré en fonction, chaque commissaire européen est un peu l'équivalent d'un ministre à l'échelle de l'UE. Il dispose ainsi d'une administration en fonction de sa délégation au sein de la Commission (commerce, climat, affaires intérieures...) mais il peut aussi exister des « commissaires sans portefeuille » tout comme il existe des « ministres sans portefeuille » dans les gouvernements nationaux, comme ce fut le cas sous la Commission Prodi en 2004 avec l'adhésion de 10 nouveaux Etats membres.

Les compétences de la Commission européenne

Chargée de définir les objectifs et les priorités d'action de l'Union européenne, la Commission exerce trois compétences principales aux termes de l'article 211 du traité de Rome :

- Exécution des directives européennes
- Proposition de projets législatifs
- Rôle de gardienne des traités par la saisie du pouvoir judiciaire

Son rôle est donc incontournable puisqu'elle cumule à la fois des fonctions législatives, exécutives et judiciaires. De plus, la commission est dotée de compétences diplomatiques et financières :

- Négociation des accords de commerce
- Association avec les États tiers
- Préparation de l'avant-projet de budget
- Gestion des fonds communautaires

Une prééminence de principe

Aussi étendues soient-elles, les compétences de la Commission européenne ne lui appartiennent pas en propre et ne sont exercées que par délégation du Conseil de l'Union européenne. Et c'est d'ailleurs tout le paradoxe : la Commission est particulièrement puissante parce que le Conseil de l'Union ne peut exercer directement ses compétences d'exécution que dans des « cas spécifiques » (article 202 de l'Acte unique européen). Il s'agit donc en quelque sorte d'une délégation obligatoire pour le délégataire !